



# FR

Cette action est financée par l'Union européenne

## ANNEXE 4

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel  
2018 en faveur de la République du Tchad

### Document relatif à l'action pour la «Facilité de coopération technique (FCT) du Tchad»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Facilité de coopération technique (FCT) du Tchad Numéro CRIS: TD/FED/040-858 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Tchad			
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) du 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (2014-2020)			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Hors concentration. Mesures d'appui à la coopération Tchad - UE	Aide publique au développement : OUI <sup>1</sup>		
5. Montants concernés	Coût total estimé: 2 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 2 000 000 EUR			
6. Modalité d'aide et modalités de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion directe (passation de marchés) Gestion indirecte avec la République du Tchad			
7. a) Code CAD	99810 - Secteurs non spécifiés			
b) Principal canal de distribution	République du Tchad			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x

<sup>1</sup> L'aide publique au développement «doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement».

	gouvernance			
	Aide à l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	S.O.			
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<b>ODD principal :</b> ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) <b>Objectifs secondaires :</b> 16.6 «Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux ». ODD 5 «Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles».			

## RESUME

L'objectif du projet est de renforcer la capacité des institutions tchadiennes pour programmer, instruire et mettre en œuvre des interventions financées par l'UE au Tchad, pertinentes au contexte du Tchad et aux politiques de développement de l'UE, de qualité, coordonnées avec les autres actions de développement, et dont les résultats sont visibles. Elle soutiendra ainsi la provision d'assistance technique de court et moyen-terme pour des études sectorielles, la préparation, la mise en œuvre, le suivi/évaluation, la comptabilité/audit, la formation des acteurs de la coopération et des actions de sensibilisation et visibilité.

Elle soutiendra aussi la programmation la coopération entre le Tchad et l'Union européenne dans le cadre «post-Cotonou».

Un certain nombre d'activités (assistance technique, séminaires et formation et communication & visibilité) nécessitent une conduite sous le pilotage de l'ordonnateur national (ON). Elles seront effectuées en gestion indirecte.

## **1 CONTEXTE**

### **1.1 Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique**

#### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

##### ***Contexte national***

Le Tchad est un pays enclavé d'une superficie de 1 284 000 km<sup>2</sup>, situé en Afrique centrale, qui compte une population estimée de 14,45 millions d'habitants en 2016 (dont 50,6% de femmes) et où la croissance démographique est de 3,6 % par an. Le taux de pauvreté est passé de 55% en 2003 à 47,5% en 2014. L'espérance de vie à la naissance est de 52 ans. Le pays compte 55% de jeunes de moins de 18 ans.

##### ***Sécurité et stabilité***

Le pays a connu plusieurs décennies d'instabilité. La situation sécuritaire globale s'est apaisée au début des années 2010, après l'accord passé entre le Soudan et le Tchad.

Néanmoins, le pays reste fortement affecté par les dynamiques politiques et sécuritaires de la sous-région, notamment dans les pays voisins (Soudan, Libye, République centrafricaine, Niger, Nigéria et Cameroun) et dans la région du lac Tchad.

##### ***Développement humain et gouvernance***

L'indice Mo Ibrahim 2017 de gouvernance africaine pour le Tchad est l'un des plus mauvais (47<sup>e</sup> sur 54 pays). Par ailleurs, le changement climatique et l'avancée du désert affectent les couches vulnérables de la population, alors que le pays est déjà marqué par la présence de 170 500 déplacés et 319 000 réfugiés.

La représentation des femmes demeure insuffisante : lors de l'élection législative de 2011, seulement 145 femmes se sont présentées aux élections sur un total de 1 409 candidats et 28 députées ont été élues, soit 14,89% de l'Assemblée nationale. En outre, sur les 42 maires qui ont été élus en 2012 à la tête des principales villes du pays, il y a une seule femme<sup>2</sup>. Néanmoins, l'adoption récente (en septembre 2017) de la politique nationale genre permet d'envisager une amélioration de la situation. Une des premières ordonnances prises sous la 4<sup>e</sup> République, l'ordonnance n°012/PR/2018 du 22 mai 2018 sur la parité hommes/femmes dans les fonctions nominatives et électives semble renforcer cette volonté politique.

##### ***Economie et allègement de la dette***

Malgré l'augmentation des recettes de l'État pendant 11 ans grâce à la manne pétrolière, des problèmes structurels persistent, qui n'ont pas été réglés. Par exemple, le taux net de scolarisation (63,6% en 2014 contre 39% en 2000) et le taux d'achèvement du cycle primaire (50,8% en 2015 contre 23% en 2000) ont progressé, mais le niveau d'éducation de la population demeure l'un des plus bas en Afrique. Le taux d'alphabétisation des femmes est de 32% alors qu'il est de 48% pour les hommes (Global Gender Gap Report 2015). La

<sup>2</sup> Annexe d'évaluation des questions transversales, genre.

proportion de femmes et d'hommes alphabétisés est nettement plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain (respectivement 14 % contre 47 % et 44 % contre 78 %). L'Enquête démographique et de santé de 2015 met également en évidence un écart important entre les genres, la proportion de femmes sans instruction étant nettement plus élevée que celle des hommes (62 % contre 36 %). Seulement 5 % des femmes ont achevé le niveau d'instruction primaire et 2 % le niveau secondaire. Chez les hommes, ces proportions sont respectivement de 7 % et 5 %<sup>3</sup>.

Le pays, qui fait partie des pays les moins avancés (PMA) est classé 186<sup>e</sup> sur 188 pays selon l'indice de développement humain en 2016. Les recettes ordinaires ont connu une baisse drastique depuis le début (fin 2014) de la crise économique car elles dépendent en grande partie des recettes pétrolières. Elles sont passées de **1519 milliards FCFA** en 2015 à **692 milliards FCFA en 2017, soit une baisse d'environ 54 %**.

### Réformes institutionnelles

Un haut comité chargé des réformes institutionnelles (HCRI), créé le 25 octobre 2016, a été chargé de «définir et exécuter les stratégies de réforme ; initier, proposer et conduire toute réforme touchant aux institutions ; élaborer un projet de nouvelle constitution ; initier et conduire tous les projets de textes relatifs aux réformes ; superviser l'organisation du forum national de validation des réformes». Le comité a terminé ses travaux et produit un rapport suggérant toute une série de réformes. Ces réformes proposées ont été discutées lors d'un forum national consultatif du 19 au 27 mars 2018. Les conclusions du forum, ont conduit à une nouvelle constitution, validée par l'Assemblée nationale, initiant *de facto* l'avènement de la 4<sup>e</sup> République le 4 mai 2018. Dans la foulée, s'est ensuivi un remaniement ministériel important, avec la disparition du poste de premier ministre. La nouvelle Constitution prévoit aussi la disparition de la Cour constitutionnelle, de la Cour des comptes et de la Haute cour de justice, qui deviennent des chambres de la Cour suprême.

### Politique de développement nationale

Le 25 octobre 2016, le Tchad s'est doté d'une stratégie « Vision 2030 » dans laquelle la bonne gouvernance et le renforcement des capacités de l'État sont des orientations majeures. Le gouvernement a décliné cette stratégie en un plan national de développement (PND) 2017-2021 qui s'articule autour de quatre axes stratégiques : (i) renforcement de l'unité nationale, (ii) renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit, (iii) développement d'une économie diversifiée et compétitive et (iv) amélioration de la qualité de vie des tchadiens.

Sa mise en œuvre est suivie par le ministère de l'économie et de la planification du développement (MEPD), également ordonnateur national (ON) du FED.

Le Tchad a atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) en 2015, ce qui a permis de bénéficier d'un allègement de la dette extérieure de 1,1 milliard USD et devrait ouvrir des perspectives pour le financement du développement du Tchad.

En juin 2017, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un accord de 312 100 000 USD en faveur du Tchad au titre de facilité élargie de crédit (FEC) avec un décaissement immédiat de 48 800 000 USD. Le programme appuiera également la stratégie de mobilisation et de redressement des recettes et contribuera à favoriser une croissance

---

<sup>3</sup> Profil genre Tchad, Agence française de développement (AFD), 12.12.2016.

solide et inclusive. Il permettra aussi de stabiliser la situation budgétaire, contribuera à la viabilité de la balance des paiements et aidera à reconstituer les réserves communes de la région.

### ***Contexte sectoriel : politiques et enjeux***

L'UE est le premier contributeur d'aide publique au Tchad. Elle finance le PIN 11<sup>e</sup> FED (2014-2020) à hauteur de 542 000 000 EUR en ressources<sup>4</sup>.

Le PIN 11<sup>e</sup> FED est en ligne avec les orientations de la stratégie de développement du Tchad «Vision 2030, le Tchad que nous voulons» et sa déclinaison en un premier plan quinquennal de développement : le PND 2017-2021. Le PIN 11<sup>e</sup> FED vient aussi en appui de la politique européenne pour le développement, élaborée au travers de la stratégie globale sur la politique extérieure et de sécurité de l'UE le nouveau consensus européen pour le développement<sup>5</sup>, le partenariat renforcé avec l'Afrique sur la paix, la sécurité et la création d'emplois pour les jeunes.

D'importantes ressources sont également allouées au Tchad sur les programmes thématiques financés par le budget de l'UE, le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique ou encore l'Instrument contribuant à la stabilité et la paix. Néanmoins, l'aide de l'UE manque souvent de visibilité et ne fait pas suffisamment l'objet de communication, en dépit de l'importance des financements<sup>6</sup>.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Les bénéficiaires directs sont les acteurs de la maîtrise d'ouvrage (ON, services du MEPD concernés) et de la maîtrise d'œuvre (ministères techniques et institutions concernées par le FED). Les parties prenantes incluent, en outre, la délégation de l'Union européenne, les autorités locales, les acteurs non étatiques (ANE), les organisations professionnelles et le secteur privé. Les bénéficiaires finaux sont la population tchadienne, en particulier les plus vulnérables, qui bénéficieront de la mise en œuvre de ces interventions.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Dans le cadre de son rôle de maître d'ouvrage, outre la gestion quotidienne des projets et programmes dans le cadre du cycle du projet, l'ON a un certain nombre de tâches à accomplir, qui nécessite l'appui d'un instrument tel que la FCT. A titre d'exemples :

- i) la fin de la mise en œuvre et la clôture du 10<sup>e</sup> FED<sup>7</sup> peut nécessiter des appuis en matière d'évaluation et d'analyse d'impact;

---

<sup>4</sup> Secteurs retenus : i) Sécurité alimentaire, nutrition et développement rural (297 000 000 EUR ou 2/3 du 11<sup>e</sup> FED), gestion durable des ressources naturelles (53 000 000 EUR) et consolidation de l'état de droit (65 000 000 EUR) ainsi que des interventions transversales de 15 000 000 EUR (appui à la société civile et à la coopération entre l'UE et le Tchad, en particulier appui à l'ordonnateur national et facilité de coopération technique).

<sup>5</sup> Le nouveau consensus européen pour le développement «notre monde, notre dignité, notre avenir», OJ C 210 du 30.6.2017.

<sup>6</sup> L'UE, premier contributeur d'aide civile au Tchad, a décaissé 58 300 000 EUR/an (dont 86 % pour le FED) et contracté 76 300 000 EUR/an (74% pour le FED) en moyenne sur 2013 et 2014. De 2009 à 2012, les décaissements annuels étaient en moyenne de 91 700 000 EUR, dont 43 % en aide humanitaire.

<sup>7</sup> En mars 2014, 140 000 000 EUR à contracter, 232 000 000 EUR à liquider et 316 000 000 EUR de conventions en mise en œuvre opérationnelle.

- ii) les travaux de préparation des interventions sous le 11<sup>e</sup> FED demandent des analyses contextuelles et d'identification ;
- iii) la visibilité est un élément de plus en plus important de la coopération et doit s'appuyer sur des expertises non disponibles ni dans l'administration tchadienne ni à la délégation de l'UE ;
- iv) le renforcement du dialogue sur les politiques et la nature de plus en plus multidisciplinaire des objectifs de développement et des programmes mis en œuvre peuvent nécessiter des appuis extérieurs ;
- v) la programmation de la coopération entre le Tchad et l'Union européenne dans le cadre «post-Cotonou» pourrait nécessiter l'appui d'expertises externes.

## 1.2 Autres domaines d'évaluation

S.O.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque <sup>8</sup> (E/M/F)	Mesures d'atténuation
La détérioration de la situation politique et sociale à cause du manque de gouvernance.	E	Dialogue avec tous les acteurs qui ont une influence sur l'apaisement social (société civile y compris celles œuvrant pour l'autonomisation des femmes et des filles ; chefferies traditionnelles) afin d'éviter la détérioration du climat social et sécuritaire, et la paralysie des services publics de l'État.
La mise en œuvre de la coopération avec une approche multidisciplinaire peut rencontrer des résistances au changement puisqu'il vise à corriger les faiblesses engendrées par une situation qui s'est installée.	E	Le dialogue politique avec l'ON doit permettre d'engendrer un leadership suffisant à même d'améliorer la situation.
La mobilité des agents de l'État, et les restructurations des ministères, fréquentes au Tchad, résultent en perte de compétences et expérience.	E	Ces risques ont été réduits par le choix de l'option d'une intégration (et prise en charge des coûts) progressive des services de l'ON par le MEPD.

<sup>8</sup> Niveau de risque : E=élevé; M=moyen; F=faible.

<b>Hypothèses</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet se base sur la volonté exprimée d’une intégration entière et appropriation du FED par le gouvernement et d’un engagement du gouvernement à mettre à disposition du service du FED (ou de son équivalent en cas de changement d’organigramme), des agents nécessaires.</li> <li>• Un importance soutien aux agents du service du FED ou de son équivalent en cas de changement d’organigramme est indispensable pour rendre le service efficace et efficient dans la mise en œuvre du FED.</li> </ul>		

### **3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES**

#### **3.1 Enseignements tirés**

Ce projet est la continuation des FCT financées précédemment au Tchad. Ces dernières ont permis de fournir rapidement l’expertise nécessaire à l'appui aux politiques, aux études sectorielles de base, à l'instruction, au suivi/contrôle et à la capitalisation des interventions de développement. Elles ont également permis le financement de formations critiques pour la gestion du cycle de projet, ainsi que d'actions de visibilité de l'aide communautaire intersectorielles et cohérentes.

Il est important de pouvoir amener rapidement un appui de nature variée, flexible, complémentaire des appuis de l'UE et autres partenaires techniques et financiers (PTF), et ainsi contribuer à des processus et réformes en cours particulièrement pertinents pour l'aide de l'UE et le développement du Tchad. Des besoins en matière de sensibilisation aux politiques de l'UE sont également identifiés.

#### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Le présent projet n'interviendra donc que de façon limitée, subsidiaire et synergique dans ces domaines et se concentrera principalement sur la provision d'expertise et assistance technique de court ou moyen terme nécessaires à la programmation, instruction et mise en œuvre de l'aide de l'UE ou contribuant au dialogue sectoriel et à des réformes importantes pour le développement du Tchad.

#### **3.3 Questions transversales**

Le projet, de par son objectif, appuiera les interventions financées par l'UE, ainsi que plus généralement les politiques publiques et réformes sectorielles que l'UE soutient au Tchad, à prendre en compte l’ensemble des questions transversales, telles que durabilité environnementale et changement climatique, démocratie, bonne gouvernance, droits de l’homme, égalité des genres.

## **4 DESCRIPTION DE L’ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

L'*objectif général* du projet est de contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente de la coopération entre l'UE et le Tchad et aux objectifs de développement durable et réduction de la pauvreté au Tchad.

L'*objectif spécifique* du projet est de faciliter la programmation, instruction et mise en œuvre d'interventions financées par l'UE au Tchad, qui soient pertinentes au contexte du Tchad et aux politiques de développement de l'UE, de qualité, coordonnées avec les autres actions de développement, et de résultats visibles.

Ce programme s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces) mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention des ODD 16.6 « Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux » et 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». Cela n'implique pas d'engagement de la part la République du Tchad qui bénéficie de ce programme.

Les résultats attendus sont :

- (i) Les interventions de développement financées par l'UE sont identifiées et formulées de façon adéquate.
- (ii) La mise en œuvre des interventions de développement financées par l'UE, leur suivi/évaluation dans le contexte tchadien et la visibilité de leurs résultats sont facilités.
- (iii) Le dialogue politique et sectoriel est soutenu et alimenté.

### **4.2 Principales activités**

1) *Composante «Facilité d'assistance technique»* : provision d'expertise à court et moyen terme pour effectuer des études (études et revues sectorielles, enquêtes, etc.), contribuer aux différents étapes du cycle de projet (identification, formulation, suivi/évaluation, comptabilité/audit le cas échéant) pour le 11<sup>e</sup> FED et les autres programmes de l'UE contribuant au PND et aux stratégies sectorielles du pays, ainsi qu'au dialogue politique et sectoriel dans les domaines de la coopération entre le Tchad et l'UE. Elle contribuera aussi à la programmation de la coopération entre le Tchad et l'UE dans le cadre «post-Cotonou».

2) *Composante «Séminaires et formations»* : contribution à l'organisation de conférences (organisées par l'UE ou d'autres institutions), séminaires et formations sur des thèmes prioritaires de l'accord de partenariat ACP-UE (réformes économiques, démocratie, gouvernance, genre, environnement, commerce, etc.) ou des thèmes importants pour la coopération entre le Tchad et l'UE, et/ou la participation des parties prenantes-clés (gouvernement et acteurs non étatiques) à de tels événements.

### **4.3 Logique d'intervention**

La FCT permet de couvrir les besoins en expertise, comme par exemple pour l'instruction des projets. Elle permet également de financer rapidement et de façon flexible des actions de coopération technique limitées en envergure et dans le temps, qui peuvent se révéler particulièrement utiles, notamment pour appuyer des processus et réformes politiques

importants pour la coopération entre le Tchad et l'UE. Elle n'a pas vocation à se substituer aux autres projets de l'UE pour l'organisation du suivi/évaluation ou de la comptabilité/audit mais peut les financer quand cela peut présenter un avantage ponctuel. De même, la fenêtre «séminaires et formations» interviendra en complément du renforcement des capacités sous les interventions sectorielles et d'une importante composante de formation pour le MEPD et les ministères techniques dans le cadre du projet d'appui à l'ON sous le 11<sup>e</sup> FED.

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés ; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

S.O.

### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives<sup>9</sup> affectant les pays de mise en œuvre concernés.

---

<sup>9</sup> Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante [http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf)

#### **5.4.1 Passation de marchés (gestion directe)**

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Assistance technique/ Séminaires et formation/ Communication et visibilité	Services Fournitures	8	Tout au long de la période de mise en œuvre

#### **5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire**

Une partie de la présente action ayant pour objectif de contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente de la coopération entre le Tchad et l'UE et aux objectifs de développement durable et réduction de la pauvreté au Tchad peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Tchad conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'octroi des subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par la République du Tchad pour les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et pour les subventions.

La contribution financière ne couvre pas les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Le pays partenaire applique les règles de passation de marchés et d'octroi de subventions de la Commission. Ces règles, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

### **5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles

d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## **5.6 Budget indicatif**

	<b>Contribution de l'UE (en EUR)</b>
<b>5.4.1 - Passation de marchés (gestion directe, communication et visibilité inclus)</b>	<b>1 660 000</b>
<b>5.4.2 - Gestion indirecte avec le pays partenaire</b>	<b>175 000</b>
<b>5.9 - Évaluation &amp; 5.10 Audit</b>	<b>40 000</b>
<b>Imprévus</b>	<b>125 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 000 000</b>

## **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

Les services du MEPD assureront la supervision globale du projet au travers de réunions semestrielles et *ad hoc* le cas échéant. Ils prépareront des rapports annuels destinés à l'ON et la délégation de l'Union européenne présentant les réalisations et écarts par rapport aux prévisions de mise en œuvre du projet.

Le suivi technique et financier sera assuré au quotidien par le coordinateur national de la cellule d'appui à l'ON et trimestriellement par le Comité de suivi opérationnel (CSO) du projet d'appui à l'ON.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à la nature de l'action, il ne sera pas procédé à une évaluation de la présente action ou ses composantes.

La Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

Dans ce cas, la Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins deux mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit au titre d'un contrat-cadre durant la période de validité de la convention de financement.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services et un de fournitures.

## **6 CONDITIONS PREALABLES**

S.O.